

L'EAU

1. Généralités

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est celle qui souffre le plus du manque d'eau au monde : au niveau mondial, la quantité moyenne d'eau disponible est proche de 7 000 m³ par personne et par an ; dans cette région, elle n'est que d'environ 1 200 m³ par personne et par an. La moitié de sa population vit en situation de stress hydrique ; et compte tenu de la croissance démographique envisagée (de quelque 300 millions d'habitants aujourd'hui, cette population est censée atteindre 500 millions environ en 2025), on s'attend à ce que les quantités d'eau disponibles par habitant diminuent de moitié d'ici 2050.

La provenance de l'eau varie d'un pays à l'autre. Certains pays, tels que l'Égypte et l'Iraq, comptent pour l'essentiel sur les eaux de surface issues des grands fleuves internationaux qui les traversent. D'autres, comme le Yémen, Djibouti et les États arabes du Conseil de coopération du Golfe, dépendent presque exclusivement des nappes souterraines et du dessalement, tandis que d'autres encore utilisent à la fois l'eau de surface et l'eau souterraine. La plupart des pays mobilisent presque toutes les eaux de surface disponibles et une grande partie des principaux cours d'eau n'atteignent pas l'océan.

Plus que partout ailleurs, l'eau constitue dans la région MENA un problème de développement, et les pays de la région y ont répondu, depuis quelques décennies, en investissant dans leurs infrastructures. La couverture des réseaux d'alimentation en eau a augmenté de façon remarquable. Plus des trois quarts de la population des pays emprunteurs de la région MENA ont maintenant accès à de l'eau salubre et à des systèmes d'assainissement améliorés, bien que ces services soient souvent intermittents. De nombreux pays ont effectué des investissements majeurs dans les infrastructures de stockage de l'eau et ont beaucoup investi pour étendre leurs réseaux d'irrigation. En outre, la région occupe un poste avancé dans le monde pour l'application de technologies non traditionnelles telles que le dessalement et la réutilisation des eaux usées. Toutefois, ces investissements n'ont pas toujours été accompagnés par les réformes nécessaires au niveau des institutions et des politiques gouvernementales, et ils ne génèrent pas, dans bien des cas, des rendements économiques optimums. Les politiques autres que celles relatives à l'eau, en particulier, créent des incitations pour une utilisation non efficiente de l'eau : c'est par exemple le cas dans l'agriculture, qui utilise 85 % de l'eau de la région ; de même, des niveaux insoutenables de pompage des eaux souterraines sont encouragés dans certains pays par d'importantes subventions en matière énergétique.

2. Principaux problèmes rencontrés dans le secteur

- **Utilisation excessive et inefficace de l'eau** : Sept pays de la région utilisent plus d'eau que ne permettent leurs réserves renouvelables, et nombre d'entre eux gaspillent l'eau dont ils disposent. Les pays du Golfe ont la consommation d'eau domestique par habitant la plus élevée au monde — elle est supérieure de plus de 50 %, par personne, à ce qu'elle est aux États-Unis. Les fuites dans les réseaux urbains représentent souvent une perte de ressources de 40 à 50 %, et plus de la moitié des quantités d'eau prélevées pour l'agriculture n'atteignent pas les cultures qu'elles devraient irriguer.
- **Des politiques inefficaces** : Les politiques axées sur la sécurité alimentaire et le maintien de l'emploi dans les régions rurales ont conduit à la mise en place de mécanismes tarifaires et non tarifaires pour protéger l'agriculture. De ce fait, l'agriculture absorbe quelque 85 % de l'eau pour cultiver des produits agricoles que les pays auraient intérêt à importer parfois.

Notes sectorielles

L'eau détournée pour les besoins agricoles nécessite souvent des investissements coûteux pour pourvoir aux besoins de la consommation domestique et commerciale. Les politiques à caractère social sur le prix de l'eau compromettent le recouvrement des coûts, réduisent l'entretien, aggravent la qualité des services et constituent une menace pour la viabilité financière des services d'utilité publique dans de nombreux pays de la région.

- **Dégradation de la qualité de l'eau :** L'insuffisance des équipements d'assainissement a contaminé les eaux de surface et les eaux souterraines, entraînant des conséquences préjudiciables sur l'environnement et la santé publique. En Iran, par exemple, les maladies et les décès imputables aux déficiences de la collecte et du traitement des eaux usées ont coûté à peu près 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002.
- **Recours excessif aux financements publics :** Les dépenses publiques consacrées à l'eau comptent pour 1 à 5 % du PIB dans la région et un quart des dépenses publiques d'investissement. Cependant, une grande partie des dépenses publiques ne génèrent pas toujours les bénéfices attendus. Les investissements sont parfois mal programmés (des barrages peuvent se retrouver sans infrastructures d'irrigation pour exploiter l'eau emmagasinée) et, dans certains cas, souffrent de problèmes techniques. Là où les précipitations ont été récemment beaucoup plus faibles que lors des décennies passées, les infrastructures de stockage de l'eau peuvent se retrouver surdimensionnées par rapport au volume d'eau disponible. La distribution intermittente d'eau en zone urbaine accélère la dégradation des infrastructures. Seuls deux pays de la région disposent de services d'utilité publique qui couvrent leurs coûts opérationnels et de gestion, une situation qui a pour corollaire un niveau insuffisant d'investissements en matière d'entretien.

3. Recommandations de la Banque mondiale

- **Élaborer des plans pour la transformation inévitable des modes d'utilisation de l'eau pour l'agriculture.** La croissance démographique et les changements climatiques réduiront inévitablement le volume d'eau disponible pour l'agriculture. Soit les paysans seront contraints de s'adapter lorsque les aquifères seront épuisés et que les eaux de surface deviendront trop aléatoires, soit la transition pourra être gérée et atténuée dans une certaine mesure par des politiques tendant à accroître la productivité de l'eau et à renforcer les investissements dans des systèmes d'irrigation modernisés et dans des ressources en eau non conventionnelles, en plus d'une amélioration d'ensemble des connaissances sur les ressources disponibles pour permettre une planification plus réaliste et plus durable de l'hydrologie. Les pays auront peut-être besoin d'envisager des mécanismes de protection sociale notamment pour les ménages pauvres des zones rurales.
- **Améliorer les services de distribution d'eau et d'assainissement en milieu urbain.** Les populations urbaines plus importantes exerceront une pression croissante sur les opérateurs pour qu'ils développent les services d'approvisionnement en eau des particuliers, ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées. L'amélioration des résultats dans le secteur est principalement un problème d'ordre institutionnel. Les pays devront améliorer la réglementation, la coordination intersectorielle ainsi que la gouvernance au niveau sectoriel, et ouvrir en outre le secteur à la société civile.

4. Activités de prêt /d'analyse et de conseil de la Banque mondiale

La Banque mondiale axe ses efforts dans la région MENA sur : i) la mobilisation ou l'extension de ses activités dans les pays prioritaires dans le cadre des objectifs de développement pour le Millénaire (Maroc, Égypte, Cisjordanie et Gaza, Iraq, Yémen, et Djibouti) ; ii) l'approfondissement du dialogue de

Notes sectorielles

politique sectorielle dans les pays avec lesquels elle a noué des partenariats depuis longtemps (Maroc, Cisjordanie et Gaza, et Yémen) ; et iii) le rétablissement des services de base ainsi que le renforcement des capacités dans les pays en proie à des conflits ou sortant d'un conflit (Iraq, Cisjordanie et Gaza). En termes de dialogue, elle concentre ses efforts dans les domaines suivants :

- **Extension des services aux pauvres des régions rurales** : La Banque a mis en œuvre plusieurs projets de développement et de réhabilitation des municipalités (Maroc, Tunisie, et Yémen) et d'infrastructures communautaires (Jordanie).
- **Décentralisation des services** : La Banque continue de promouvoir la décentralisation de la fourniture des services d'approvisionnement en eau en aidant à la création de compagnies publiques indépendantes responsables des services destinés aux petites villes et aux villes de taille moyenne (Yémen, Algérie, et Jordanie).
- **Développement des services de collecte et de traitement des eaux usées** : De nombreux pays de la région centrent actuellement leur action dans le secteur sur l'amélioration des conditions sanitaires des zones urbaines grâce à la collecte et au traitement des eaux usées (par exemple, au Yémen, au Maroc, etc.).
- **Élargissement de l'accès des régions rurales aux services d'eau et d'assainissement** : Le secteur eau et assainissement en milieu rural est le moins bien servi en termes d'investissement, et le soutien qu'il reçoit sur ce plan passe généralement par des programmes multisectoriels dans le secteur agricole ou des fonds sociaux.
- **Amélioration de la performance du secteur** : La Banque accorde une importance particulière aux réformes des services publics et au renforcement des finances du secteur, essentiellement via le développement des partenariats public-privé. Des opérations d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain sont en cours dans sept des douze pays de la région. Des contrats de gestion ont donné de bons résultats en Jordanie et en Cisjordanie et à Gaza, et sont à l'étude pour le Yémen, où des progrès ont été faits pour l'introduction d'un mode d'exploitation commerciale dans les services d'eau et d'assainissement.
- **Gestion efficace des ressources en eau** : Plusieurs projets de gestion des ressources en eau ont été lancés, en particulier pour la gestion des eaux souterraines, la gestion des besoins en eau, le suivi, la planification de l'eau au niveau des bassins ou des aquifères, la protection de l'environnement, la coordination intersectorielle et d'autres problèmes.
- **Amélioration de l'efficacité de l'irrigation** : Des projets dans plusieurs pays (Égypte, Yémen, Maroc, Tunisie et Iraq) portent sur l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie dans l'irrigation, la décentralisation des responsabilités de gestion aux associations de paysans, les politiques de prix, la réutilisation des eaux usées traitées et autres questions.

Portefeuille

Au total, 23 projets en cours portent essentiellement sur l'eau dans huit pays, pour un volume total d'engagements de 1,7 milliard de dollars. Près de la moitié de ce montant a trait aux questions d'approvisionnement en eau et d'assainissement, le reste finançant la gestion des ressources en eau, l'irrigation et d'autres domaines connexes.